

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Geab-no-92-OTAN-QE-Syriza-Ukraine-Israel-Les-autoroutes-vers-le-monde-de-demain-sont-en-vue>

Geab n° 92 : OTAN, QE, Syriza, Ukraine, Israël : Les autoroutes vers le « monde de demain » sont en vue

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -
Date de mise en ligne : samedi 21 février 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



La terrible crise ukrainienne de 2014 doit être comprise comme une limite infranchissable au-delà de laquelle le « monde d'avant » disparaît quoi qu'il arrive. Il disparaîtra dans le chaos et la radicalisation d'un système qui, ce faisant, cessera d'être lui-même, ou bien il disparaîtra en s'ouvrant aux nouvelles caractéristiques du « monde d'après ». Toute la question est là, simplement résumable à ceci : la guerre ou la paix ? Mais dans tous les cas, le monde d'avant, c'est fini !

Et le fait est que dès que la poussière des combats retombe un peu, on commence enfin à pouvoir apercevoir au loin les paysages du monde de demain et les chemins qui y mènent et répètent parfois l'aspect de véritables autoroutes. Même si notre équipe reste très inquiète sur les obstacles qui peuvent continuer à surgir sur ces chemins, nous estimons que la révélation progressive des paysages d'avenir est une bonne chose. En effet, les grands drames de l'Histoire arrivent souvent lorsque les peuples ou les systèmes ne voient plus d'issue à leurs difficultés.

Ainsi, dans ce numéro, au risque de paraître gravement naïfs, notre équipe a décidé de se concentrer sur ces voies d'avenir qui apparaissent au loin. L'anticipation politique a aussi pour objet de dédramatiser l'avenir. Sans compter que le combat dans lequel nous sommes engagés, et dont la crise ukrainienne est la plus emblématique concrétisation, n'oppose en fait que les forces souhaitant s'engager sur ces voies d'avenir et celles les empêchant.

Notre équipe a choisi de rendre publique la partie de ce numéro du GEAB consacrée à l'analyse de la victoire de Syriza aux législatives grecques.

Syriza : catalyseur de la réforme politico-institutionnelle de l'Europe

Nous avons déjà évoqué le très grand changement que représente l'arrivée de Jean-Claude Juncker à la tête d'une Commission qu'il appelle lui-même celle « de la dernière chance » [\[1\]](#), exprimant clairement l'idée qu'en cas d'échec de connexion de l'institution avec les citoyens européens (ou « démocratisation »), c'est le projet de construction européenne tel que voulu par les pères fondateurs [\[2\]](#) dans son ensemble qui échouera.

Se combine désormais à cette volonté politique au plus haut de l'édifice européen, celle résultant de l'élection d'un parti non-institutionnel en Grèce, Syriza [\[3\]](#), sur la base d'un mandat clair : remettre les institutions européennes au service de l'intérêt des citoyens grecs, intérêt dont on voit déjà à quel point il se recoupe avec celui des citoyens de tous les pays confrontés à l'austérité, Espagne et Portugal au premier plan, mais bien au-delà. Le sentiment de non

maîtrise des outils de résolution de crise par tous les citoyens de la zone euro se fait peu à peu jour, et Alexis Tsipras représente clairement un espoir politique pour des segments entiers de citoyens dans toute la zone euro [4].

L'arrivée de *Syriza*, tel un chien dans un jeu de quilles, dans l'ambiance feutrée du système politico-institutionnel européen, est un véritable catalyseur de réforme. Et le fait est que si le système communautaire a appréhendé l'élection de Tsipras (avec, par exemple, les menaces par Angela Merkel d'exclusion de la Grèce de la zone euro [5]), on ne peut qu'être surpris de l'accueil qui lui est pour le moment réservé [6]. C'est qu'il semble en fait capable d'enclencher un changement que toutes les catégories d'acteurs européens attendent désormais :

- au printemps 2014, le programme de campagne de Jean-Claude Juncker comportait une proposition portant sur la nécessité de « *remplacer la troïka par une structure plus légitimement démocratique et plus comptable de ses actes, basée autour des institutions européennes, avec un contrôle parlementaire renforcé, tant au niveau européen que national* ». Mais y serait-il parvenu du haut de la Commission européenne ? Probablement pas. Tsipras arrive donc tel un sauveur, rendant enfin possible la réforme du mécanisme de gestion de la crise et de gouvernance de la zone euro [7] ;
- nous avons parlé de Draghi et de son appel voilé pour un mandat reconnecté à la réalité de la crise plutôt qu'à l'application de traités obsolètes ;
- le grand dysfonctionnement bureaucratique européen de ces derniers mois, jugé être le fruit des limites atteintes par la méthode dite « intergouvernementale » [8], met également d'accord les fonctionnaires avec Tsipras, susceptible de redonner une direction politique à leur édifice institutionnel ;
- les limites également atteintes par un système financier gavé de liquidités, mais incapable de les injecter dans une économie à l'arrêt, lui permettent de voir d'un bon oeil l'opportunité incarnée par Tsipras [9] de relance des investissements publics qu'il a lui-même contribué à arrêter en professant l'ultralibéralisme ;
- les politiques nationales, bloqués dans des gouvernements technocratiques ou d'union nationale depuis six ans, reprennent vie comme on le voit avec le deuxième « coup d'État » politique de Matteo Renzi, mettant fin à l'alliance avec Silvio Berlusconi en renforçant son camp politique par la nomination d'un chef de l'État socialiste [10] ;
- et bien entendu, les citoyens qui entendent enfin parler d'une Europe qui débat, réfléchit, cherche des solutions et parle une langue cette fois compréhensible en lieu et place des incessants borborygmes technocratico-financiers auxquels ils ont eu droit jusqu'à présent.

Le seul problème, ce sont encore une fois les médias... Non pas qu'ils soient aussi remontés qu'on aurait pu le craindre contre *Syriza*, mais plutôt parce qu'ils ont une compréhension extrêmement limitée de l'ampleur des enjeux des négociations en cours entre la Grèce et le reste de la zone euro et de la complexité du projet de réforme qui se noue entre tous ces acteurs (BCE, Eurozone, Grèce, Commission européenne, gouvernements nationaux).

La seule lecture à laquelle nous avons donc droit consiste à deviner si ce qu'il se passe nous rapproche ou nous éloigne d'une rupture de la zone euro. Or, nous le répétons une fois encore : il n'y aura pas de rupture de la zone euro ! Pas de Grexit (ni de Brexit probablement d'ailleurs, aussi [11]) : nous nous sommes tous embarqués dans un bateau qui peut aller loin du moment qu'on se donne les moyens d'en occuper la cabine de pilotage. L'Histoire n'a pas été dotée d'une touche Rewind à laquelle seuls les idéologues et les démagogues tentent de faire croire leurs ouailles : le bateau a quitté la rive, et ceux qui en descendront se noieront et feront chavirer les autres [12].

Le processus enclenché par Tsipras n'est ni plus ni moins celui d'un changement complet du mode de fonctionnement de la zone euro. Le système de la troïka (FMI, BCE, Commission) a été révoqué, Tsipras exige de

négocier avec les représentants élus de la zone euro [13], un nouveau mécanisme de gouvernance plus légitime de la zone euro va devoir être inventé, en plus des solutions propres à la crise grecque. De tels objectifs ne risquent pas d'être résolus en un tournemain, pas plus que la paix en Ukraine et entre l'Europe et la Russie. Nous assistons à l'accouchement lent et douloureux de l'Europe et du monde de demain, avec tous les risques qu'un accouchement non médicalisé (faute de toute anticipation) comporte.

Les principaux obstacles à la négociation sont essentiellement les suivants : la BCE, qui n'a bien évidemment pas mandat à accéder à la requête d'un seul État et attend donc une décision collégiale de la part de l'ensemble de la zone euro ; l'Allemagne qui perd la domination - toute relative, d'ailleurs - qu'elle avait de la gestion de la zone euro (sachant que cette position dominante l'embarrassait plutôt qu'autre chose et qu'elle l'abandonnera avec plaisir du moment que le prochain mécanisme la rassure) ; l'incapacité structurelle du carcan politico-institutionnel actuel à la moindre réforme (qui obligera à aller jusqu'à la rupture) ; l'influence d'innombrables agendas cachés qui y perdront forcément dans le cadre d'une mise sous contrôle politique du système actuel [14].

En ce qui concerne les Allemands, tout comme les Français l'ont prouvé dans un récent sondage [15], et bien plus que Merkel ne l'imagine, ils sont certainement faciles à convaincre de la mise en place d'un système de solidarité pour sortir la Grèce de l'ornière, conscients qu'ils sont que la résolution de la crise grecque ne serait pas une bonne nouvelle seulement pour les Grecs. C'est d'ailleurs cette zone euro là qu'il s'agit d'inventer : un vrai Euroland fondé sur la solidarité et les logiques gagnant-gagnant.

Il est une chose qui n'est pas beaucoup commentée dans la victoire de *Syriza*. Là où nos médias passent leur temps à analyser que les problèmes économiques traversés depuis six ans par la zone euro vont faire monter l'extrémisme politique, la xénophobie, le rejet de l'Europe et de la démocratie, on voit avec *Syriza* et *Podemos*, par exemple, que les opinions publiques européennes tiennent remarquablement bien le choc, se refusant dans la mesure du possible à opter pour les solutions radicales [16] et se ruant en revanche sur tout ce qui semble représenter une alternative, certes, mais raisonnable avant tout. Notre équipe met cette grande fiabilité collective des peuples européens sur le compte du désenclavement idéologique permis par Internet et l'accès « désintermédié » à l'information. Ni les politiques, ni les médias ne peuvent plus prendre en otages les opinions publiques interconnectées [17].

C'est un fait que nous prendrons désormais en compte dans nos anticipations... [S'abonner](#)

[Geab n° 92](#). Paris, 15 février 2015.

[1] Source : [Euractiv](#), 22/10/2014.

[2] Soit, suivant des principes de communauté d'États, des objectifs de paix et de prospérité partagées et au moyen d'une gouvernance démocratique.

[3] Source : [BBC](#), 25/01/2015.

[4] Source : [Euractiv](#), 04/02/2015.

[5] Source : [Le Figaro](#), 04/01/2015.

[6] L'année 2014 a appris la prudence à notre équipe qui sait désormais que les bonnes nouvelles provoquent des irrptions brutales de mauvaises nouvelles. En ce qui concerne *Syriza*, nous nous concentrons dans le présent numéro sur le potentiel de sortie de crise que son élection véhicule. Mais nous sommes parfaitement lucides sur les tentatives que certains intérêts obscurs ou réflexes bureaucratiques pourraient susciter afin de bloquer les développements qui se mettent en place. Cela va de l'incapacité du système à accéder aux demandes de Tsipras à

des risques de tentative de déstabilisation du pays. Source : [Club Newropeans](#), 04/02/2015.

[7] Source : [Le Monde](#), 02/02/2015.

[8] « *Nous sommes tués par l'intergouvernementalisme* », nous disait récemment un responsable de la zone euro. La « méthode intergouvernementale » fait référence à ce système de prise de décision à 28 sur des logiques d'intérêts nationaux, qui s'oppose à la « méthode communautaire » qui placerait la prise de décision aux mains du seul niveau européen, les deux méthodes espérant faire l'économie de la démocratie qui consisterait à fonder le système décisionnel européen dans la volonté des peuples européens.

[9] C'est ainsi que la Banque d'Angleterre évoque la nécessité de sortir de la politique d'austérité quelques jours après l'élection de Tsipras. Source : [The Guardian](#), 28/01/2015.

[10] Source : [Bloomberg](#), 30/01/2015.

[11] Contrairement là encore à ce que les médias comprennent, un référendum britannique sur une sortie de l'UE se conclura par un refus (des sondages l'ont déjà montré) et tout le levier de chantage britannique sur l'UE prendra fin. Source : [EUObserver](#), 23/10/2014.

[12] La perspective de sortie de l'euro est un levier de négociation plutôt qu'autre chose. Quand on voit à quel point le système politique, institutionnel et financier européen vit dans la terreur de la moindre décision susceptible de faire baisser les bourses, on ne les imagine vraiment pas excluant l'un de ses membres ! La bonne nouvelle, c'est qu'ils vont donc devoir trouver un accord.

[13] Source : [BBC](#), 30/01/2015.

[14] Mais sur ce dernier point, nous avons déjà fait remarquer qu'un système institutionnel qui dysfonctionne ne peut même plus servir les lobbies. L'enjeu devient dès lors commun de relancer la machine.

[15] « *Seules 15% des personnes interrogées se montrent favorables à un maintien de la dette grecque et des échéances de remboursement actuelles* ». Source : [Les Echos](#), 04/02/2015.

[16] En dehors des inévitables minorités et des effets liés à l'absence d'alternative entre partis institutionnels et partis extrémistes... En France ou en Angleterre, par exemple.

[17] On l'a vu aussi dans la couverture médiatique occidentale de la crise ukrainienne, très peu objective et extrêmement va-t-en-guerre, qui a laissé les populations pour le moins sceptiques.